

Octobre/Oktobre 2025

# Beci

Brussels

Cet exemplaire ne peut être vendu.  
Mensuel - Ne paraît pas en janvier, juillet et en août  
Verschijnt maandelijks - Niet in januari, juli en augustus  
Editeur responsable/Verantwoordelijke uitgever:  
Thierry Geerts

Bruxelles 1050 Brussel - Belgique/België  
Beci - Avenue Louise 500 Louizalaan



PB-PP | B-00054  
BELGIE(N) - BELGIQUE  
P505378



## Chômage : Bruxelles au pied du mur

## Werkloosheid: het is vijf voor twaalf voor Brussel



**p. 4**

Brussels Business Map :  
un outil inédit au service des  
entrepreneur·es



**p. 6**

Poverty in the shadow of  
prosperity



**p. 21**

Entre goût belge  
et taxes américaines :  
l'équation impossible ?

# Edito



## BRUXELLES, MA BELLE JAMAIS SEULE

Voilà plus de quatre cents jours que Bruxelles a voté. Entre-temps, la capitale continue de vivre : les trams sont bondés, les terrasses se remplissent dès qu'un rayon de soleil pointe, les embouteillages s'allongent... Bref, Bruxelles bouge, mais politiquement, elle roule au ralenti, coincée au feu rouge.

Au début, on a cru que le temps ferait son œuvre, mais les mois ont filé et la patience commence à craquer. Les fédérations patronales et les syndicats avaient déjà poussé un cri d'alarme. Aujourd'hui, c'est la société civile qui hausse le ton. Le collectif « Respect Brussels » a même mis les parlementaires en demeure, dénonçant une « faute morale grave » et un blocage qui menace notre démocratie. Quand citoyen-nes, entrepreneur-es et travailleur-euses se retrouvent sur la même ligne, c'est que l'urgence n'est plus seulement politique : elle est collective.

Bruxelles fait face à un état d'urgence sur trois fronts : plus de 30.000 Bruxellois-es risquent de se retrouver sans allocations, la violence et le sentiment d'insécurité s'accroissent dans nos quartiers, et la situation budgétaire de la Région atteint un niveau critique. Ces défis imposent un gouvernement capable d'agir immédiatement, car chaque jour d'immobilisme coûte cher à notre avenir collectif.

Néanmoins, ne nous trompons pas : nous n'avons pas oublié la mobilité, la simplification administrative ou les autres dossiers de fond qui façonnent la vie quotidienne bruxelloise. Mais avant de pouvoir avancer sur ces chantiers, répétons-le : il faut un gouvernement qui prenne la barre. Tout le reste en dépend.

Alors, à celles et ceux qui ont été élu-es : dépassez les blocages. Écoutez la ville, écoutez ses habitant-es.

Bruxelles n'a pas besoin d'un théâtre d'ombres, mais d'une direction politique qui assume et agit. Ensemble, tous ceux et toutes celles qui y vivent, y travaillent et y entreprennent peuvent la remettre en marche.

Parce qu'ici, on sait bien une chose : Bruxelles peut être imprévisible, brouillonne, parfois chaotique... mais immobile, jamais et surtout, jamais seule.

## BRUSSEL, NOOIT ALLEEN

Het is intussen al meer dan vierhonderd dagen geleden dat de Brusselaars naar de stembus trokken. Sindsdien gaat het leven in de hoofdstad gewoon door: de trams zitten overvol, de terrassen lopen vol zodra de zon zich even laat zien, de files worden langer... Kortom, Brussel bruist, maar politiek gezien staat de stad stil, vastgereden voor het rode licht.

Aanvankelijk dachten we dat tijd de zaken wel zou regelen, maar de maanden zijn voorbijgevlogen en ons geduld begint op te raken. Werkgeversorganisaties en vakbonden hebben al meermaals aan de alarmbel getrokken. Vandaag laat ook het middenveld van zich horen. Het collectief "Respect Brussels" heeft de parlementsleden zelfs formeel in gebreke gesteld, spreekt van een "zware morele fout" en een blokkering die onze democratie bedreigt. Wanneer burgers, ondernemers en werknemers hetzelfde signaal geven, dan is de urgentie niet langer enkel politiek, maar collectief.

Brussel staat voor een driedubbele noodsituatie: meer dan 30.000 Brusselaars riskeren zonder uitkering te vallen begin '26; het geweld en het gevoel van onveiligheid nemen snel toe in onze wijken; en de begroting van het Gewest bereikt een kritiek dieptepunt. Deze uitdagingen vragen om een regering die nú kan handelen, want elke dag uitstel kost ons allen een fortuin.

Toch mogen we ons niet vergissen: de andere thema's, zoals mobiliteit, administratieve vereenvoudiging en andere dossiers die het dagelijks leven in Brussel vormgeven, zijn we niet vergeten. Maar vooraleer we daarin vooruitgang kunnen boeken, is er een volwaardige regering nodig die het roer stevig in handen neemt. Alles hangt daarvan af.

Daarom, aan allen die verkozen zijn: doorbreek de taboes. Luister naar de stad, luister naar haar inwoners. Brussel heeft geen schimmenspel nodig, maar een politieke leiding die verantwoordelijkheid neemt en durft handelen. Samen – met iedereen die hier woont, werkt en onderneemt – kunnen we de stad weer vooruithelpen.

Want we weten één ding heel zeker: Brussel kan onvoorspelbaar zijn, rommelig, soms chaotisch... maar stilstaand? Nooit. En vooral: nooit alleen.

**Annick Hernot**

Présidente de Beci - Voorzitter van Beci

Éditeur responsable / Verantwoordelijke uitgever  
**Thierry Geerts**

Rédactrice en cheffe et Directrice de la rédaction  
**Maïlys Charlier Zenari**  
mcz@beci.be

Journalistes ayant contribué à ce numéro  
Journalisten die aan dit nummer hebben bijgedragen  
**Era Balaj - Philippe Beco - Giles Daoust - Jane Davis.**

Photos / Foto's : **Partenaires, getty images, Reporters, Beci**

Traductions / vertalingen : **Beci**

Layout et Graphisme / Lay-out en afbeeldingen  
**Initial P**  
www.initialprint.be / jp@initialstudio.be

Imprimerie / Afdrukker : **Initial Print**

Infos et réservations publicitaires :  
Advertentie-informatie en reserveringen :  
media@beci.be

Tirage moyen par numéro  
Gemiddelde oplage per nummer:  
**10.500 ex (à Bruxelles - voor Brussel)**

Rédaction / redactie  
**Beci Mag'**  
**Beci - Chambre de Commerce de Bruxelles**  
**Avenue Louise 500, 1050 Bruxelles**  
**Beci - Kamer van Koophandel van Brussel**  
**Louizalaan 500, 1050 Brussel**

N°49

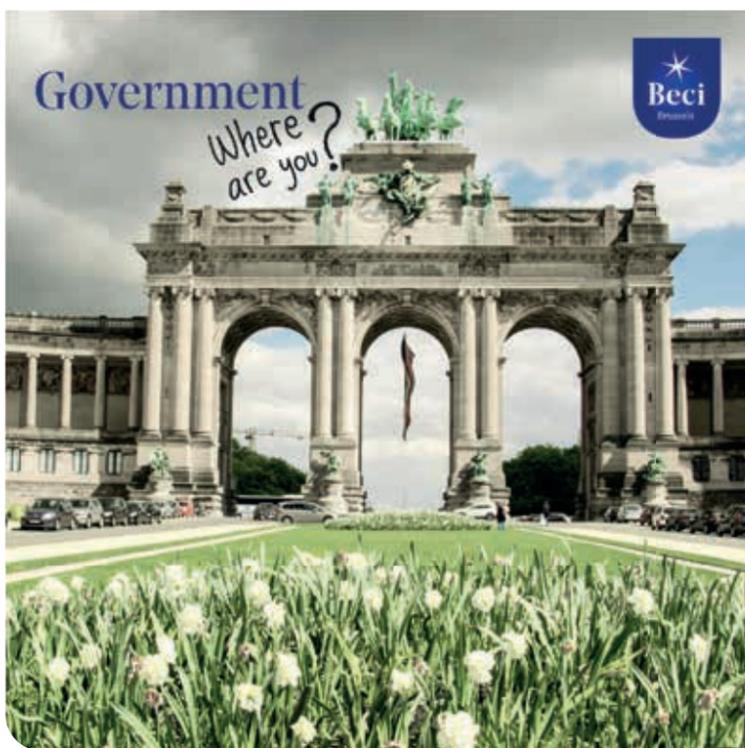
Octobre/Oktober 2025

### Nos partenaires



# Chômage à Bruxelles : le dossier social qui freine aussi l'économie

Avec près de 95.000 chercheurs et chercheuses d'emploi, Bruxelles reste confrontée à un chômage massif. Au-delà des chiffres, c'est toute l'économie qui tousse. Pour Beci, ce dossier dépasse la sphère sociale et engage directement les entreprises.



Le chômage bruxellois est une vieille histoire. Les chiffres oscillent, les réformes s'empilent, mais le constat demeure : trouver un emploi reste difficile pour beaucoup, et trouver du personnel l'est tout autant pour les entreprises. Derrière les statistiques, ce sont des chantiers retardés, des projets mis sur pause, des investissements freinés... Beci le rappelle : le chômage n'est pas qu'un indicateur social, c'est un frein à la vitalité économique de la capitale.

## Marché du travail : un paradoxe bien bruxellois

En août 2025, Actiris recensait 94.821 chercheur-euses d'emploi, soit un taux de chômage de 15,1 %, en légère baisse en un an (-0,8 %). Une diminution qui peut sembler rassurante, mais qui masque deux tendances : l'augmentation du chômage de longue durée et la montée des bénéficiaires du CPAS. Autrement dit, une partie des Bruxellois-es s'éloignent durablement du marché du travail.

Ce décalage frappe de plein fouet les entreprises. Dans la construction, l'Horeca, la logistique ou les soins, les pénuries de profils qualifiés ralentissent l'activité. Résultat : des offres non pourvues, des délais

de recrutement qui s'allongent et, au final, une compétitivité affaiblie. Le paradoxe est criant : des candidat-es disponibles, mais trop peu en adéquation avec les besoins du marché. Bref, un chômage massif et, en même temps, des entreprises en mal de talents.

## Sortir des silos : public et privé doivent coopérer

« Les entreprises peuvent contribuer à améliorer le marché du travail, mais encore faut-il leur en donner les moyens », souligne Thierry Devillez, directeur Wallonie-Bruxelles de Federgon, la fédération des prestataires privés de services RH. Sans coopération renforcée entre services publics et privés, le système restera bancal. Pour lui, trois chantiers sont prioritaires.

D'abord, fluidifier les échanges entre Actiris et les agences privées (intérim, recrutement, outplacement). Aujourd'hui, trop d'offres se perdent dans les rouages administratifs. Des passerelles plus claires permettraient aux employeurs d'accéder rapidement à des profils pertinents et aux chercheur-euses d'emploi d'avoir davantage d'opportunités.



## Les entreprises peuvent contribuer à améliorer le marché du travail, mais encore faut-il leur en donner les moyens

Thierry Devillez, directeur Wallonie-Bruxelles de Federgon

Ensuite, développer des formations courtes, ciblées, et évolutives, à l'image des actions portées par Travi, l'opérateur de formation du secteur intérimaire. Jobdays, modules pratiques, accompagnement direct : « On teste, on évalue, on ajuste et on repart pour un cycle », résume Federgon. Ce qui fonctionne peut ensuite être étendu. Une méthode pragmatique, qui privilégie la qualité à la multiplication des dispositifs.

Enfin, simplifier le paysage institutionnel. Bruxelles regorge d'opérateurs et de guichets, au point d'en devenir illisible. Pour les entreprises, c'est une source de confusion et de délais. « La réforme doit créer des guichets uniques, pas des couches supplémentaires », insiste Devillez.

## Les entreprises en première ligne

Du point de vue entrepreneurial, les conséquences du chômage bruxellois se font sentir à plusieurs niveaux. Recruter devient un exercice chronophage. Les offres s'accumulent, les candidatures manquent ou ne correspondent pas, et lorsqu'un profil est retenu, il faut encore investir dans la formation interne. Langues, outils numériques, savoir-être : les entreprises doivent combler elles-mêmes des lacunes de base, avec à la clé un coût financier, mais aussi une perte de temps et d'efficacité.

Face à cette situation, certaines choisissent de s'adapter. Elles misent sur des profils atypiques, valorisent des expériences acquises hors des parcours classiques, multiplient les partenariats sectoriels ou accueillent davantage de stagiaires et d'alternant-es.

D'autres investissent dans des dispositifs de mentorat. Bref, elles innovent pour garder la machine en marche. Toutefois, cette créativité a ses limites : sans reconnaissance institutionnelle ni simplification des dispositifs, elle risque de rester marginale.

## En bref

Les acteurs existent déjà : Actiris, Bruxelles Formation, les agences privées, les centres sectoriels, les opérateurs d'insertion. Chacun possède une expertise, mais encore faut-il les faire travailler ensemble plutôt que côte à côte. Si Bruxelles parvient à construire cette cohérence, le chômage pourrait enfin reculer, non pas comme une statistique isolée, mais comme une dynamique collective.

Le chômage à Bruxelles ne disparaîtra pas d'un coup de baguette magique, mais il peut cesser d'être une fatalité si chacun-e accepte de jouer sa part. Beci en est convaincue : les entreprises ne sont pas en marge de ce dossier, elles en sont au cœur.

Réduire le chômage, c'est aussi permettre à l'économie bruxelloise de respirer, d'investir et d'attirer. Et au bout du compte, c'est offrir à la capitale un avenir plus fluide, pour toutes et tous.

■ Era Balaj  
eba@beci.be

## En quelques chiffres :

94.821

chercheurs et  
chercheuses d'emploi

15,1%

de taux de chômage



Pour que Bruxelles retrouve son souffle économique, il faut un gouvernement bruxellois opérationnel.

Pour l'instant, le blocage politique freine entreprises et emplois : Beci et les fédérations sectorielles tirent la sonnette d'alarme. À lire ici :





# Brussels Business Map : un outil inédit au service des entrepreneur·es

A Bruxelles, il existe pléthore de solutions pour qui veut être accompagné·e dans ses ambitions entrepreneuriales. « The Map » a entrepris de les répertorier sans exceptions.

© Reporters



Alain Heures présentait The Map lors du Beci Summer Summit le 27 août dernier

Être la capitale belge de l'entrepreneuriat, cela se travaille.... Et Beci a tenu, une fois encore, à faire œuvre utile. Elle fournit aujourd'hui aux jeunes pousses, aspirant·es entrepreneur·es et entreprises de toutes tailles une cartographie complète et en ligne de l'ensemble des acteurs et initiatives susceptibles de les soutenir dans leurs activités.

Un important travail d'éclaircissement qui intéressera aussi les étudiant·es, chercheur·ses ou toute personne intéressée par le paysage bruxellois, complexe il est vrai, de l'appui à l'entrepreneuriat. « Avec deux étudiants en Master de Solvay - Mohamed Essoussi & Édouard Maurin -, et l'équipe de Beci, nous avons voulu identifier et documenter toutes ces organisations. Un travail de longue haleine, mené à la fois en ligne et sur le terrain », explique Alain Heures, qui a dirigé cet important projet.

## Brussels as a Service

Pour ce faire, l'équipe s'est naturellement appuyée sur une entreprise de la région. Spécialisée dans l'étude et la visualisation à travers le développement de cartes intelligentes, DataScouts a développé un

outil intuitif, véritable carte du Brussels as a Service, gratuitement accessible sur [beci.be](http://beci.be).

« The Map » reprend ainsi tout ce que Bruxelles compte d'acteurs impliqués dans l'entrepreneuriat, en pas moins de 497 points. On y dénombre 30 incubateurs avec, à côté des historiques EEBIC, GREENBIZ, StartLab ou Beefounders, des structures moins connues. Comme Seven Seed, qui ouvre un programme spécifique aux fondateur·ices tech américain·es souhaitant « commencer une nouvelle vie en Europe ». Ou encore le collectif *Fais le toi-même* et son « Programme d'accompagnement décalé et déterminé ». Au rang des accélérateurs, Syndicate One, ScaleFund, Hexa ou The Factory, mais aussi une vingtaine d'autres, dont Entrepreneures, qui promeut l'entrepreneuriat et l'expertise afro-belge féminines.

La carte indique encore les centres de recherches, comme le FARI de la VUB, dédié à l'IA ou l'antenne bruxelloise d'IMEC. Elle répertorie aussi 45 fédérations sectorielles, « importantes pour tout CEO qui souhaite se connecter avec son secteur », souligne Alain Heures. N'oubliant personne, les concepteurs ont aussi inclus les acteurs éducatifs, académiques, de formation – Actiris, Digital city, la Cité des métiers et plusieurs autres – les médias et éditeurs économiques, ou encore les réseaux en ligne.

## Rencontres et collaborations

Éléments clés de l'écosystème, nombre de partenaires financiers et autres structures spécialisées figurent également sur la carte. « De nombreux projets bruxellois impliquent à la fois le privé et le public. Ce dernier investit près de 500 millions d'euros dans l'entrepreneuriat », souligne Alain Heures. À côté de Hub.brussels, il évoque notamment finance&invest.brussels et Innoviris. Cet été, l'agence annonçait le financement de 17 nouveaux projets en IA générative pour plus de 830.000 euros. Parmi beaucoup d'autres, on retrouve encore Citydev, qui accompagne dans la recherche d'espace, ou encore BRUSCEFO, spécialisée dans le soutien aux projets du secteur alimentaire.

La carte reprend aussi les lieux de coworking ou d'événements car « un écosystème, c'est aussi et d'abord des femmes et des hommes qui échangent et collaborent. Et il n'y a pas que le B19 ou De Warande pour se rencontrer », poursuit Alain Heures, pointant notamment la Tricoterie ou Roller Coaster, la communauté de femmes entrepreneures fondée par Clio Goldbrenner et Emilie Duchêne. Les dirigeantes trouveront d'ailleurs, via l'outil, nombre d'autres structures qui leur sont spécifiquement dédiées. « Ouverte à tous les genres et toutes les cultures, The Map reflète la diversité et l'inclusivité de Bruxelles », ajoute-t-il.

## Un écosystème très dense

La plateforme donne à voir l'incroyable vitalité de l'écosystème. Tel un concentré, BeCentral, regroupe à la fois des jeunes pousses, des sociétés en croissance, des acteurs de la formation, des investisseurs (via BeAngels) ainsi que l'atelier digital de Google, le centre d'expertise de Proximus en IA et cybersécurité, ou l'Orange Digital Center, un vaste pôle dédié aux initiatives d'inclusion digitale et d'innovation.

Alain Heures mentionne encore le suédois Norrskén. Le plus gros fonds d'investissement pour l'amorçage à impact en Europe a récemment installé son antenne bruxelloise dans le quartier européen. Et puis il y a WAT. Lancé par Thibaud Elzière sur le modèle du Station F parisien ou du Wintercircus gantois, cet ambitieux incubateur dédié aux start-ups européennes de l'IA, de la transition énergétique et de la santé, ouvrira ses portes en novembre dans une ancienne centrale électrique d'Ixelles de plus de 10.000 m<sup>2</sup>.

## Une carte évolutive

Dopée à l'IA, la plateforme intègre des outils d'actualisation et d'enrichissement des données en temps réel. Le projet a ainsi pu évoluer au-delà de la mission initiale et la plateforme pourra aisément s'adapter aux autres développements à venir. « J'encourage les acteurs concernés à visiter The Map et nous faire part de tout changement », ajoute Alain Heures, qui sait mieux que quiconque que pour conserver sa valeur, une base de données se doit d'être constamment mise à jour.

Quel regard porte-t-il lui-même sur l'écosystème de soutien bruxellois ? « Il reste des efforts à faire pour diminuer la complexité administrative », insiste-t-il, louant à cet égard plusieurs initiatives comme la Fast Lane de Partena Professional ou la nouvelle application BelDoc. « Et puis, il faut rester ambitieux, surtout pour les entreprises de deux ou trois ans d'âge, qui ont souvent tendance à stagner ou à quitter Bruxelles quand elles grandissent. *Start, scale... and stay in Brussels* serait mon message. Enfin, la puissance d'un écosystème ne s'exprime vraiment que lorsque ses différents acteurs collaborent efficacement. Il y a là, encore matière à progresser ».

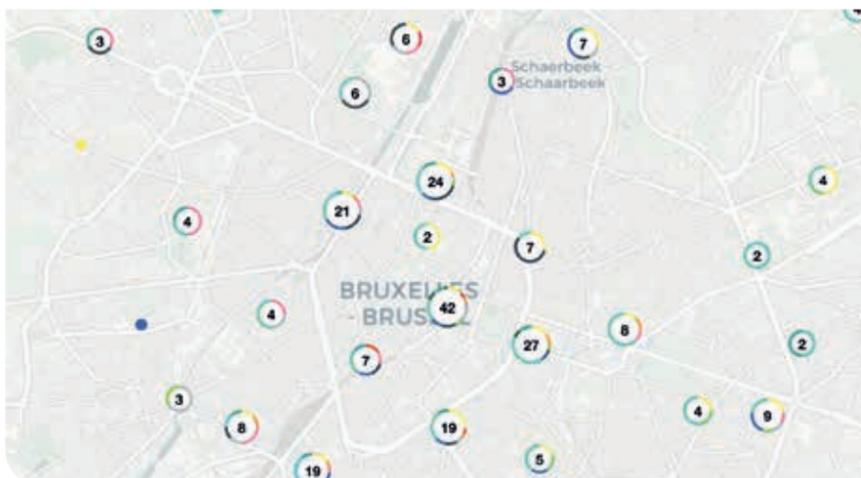
■ Philippe Beco  
[pb@beci.be](mailto:pb@beci.be)



Pour découvrir « The Map », rendez-vous sur le site de Beci



Rejoignez la communauté Entrepreneurship de Beci



A woman with curly hair, wearing a blue button-down shirt, is looking towards another person with curly hair whose back is to the camera. The background is a light-colored wall with a grid pattern and yellow curved lines in the upper right corner.

## Et vous, comment ça va ?

En tant qu'indépendant on ne prend pas toujours le temps de se poser la question.

Scannez ce code QR pour savoir comment vous allez réellement.



**feeling  
Great**  
by Partena Professional



# La pauvreté à l'ombre de la prospérité

Malgré un niveau de richesse élevé, la pauvreté s'accroche en Belgique. Le rapport Horizon 2040 de la Fondation Roi Baudouin et le regard de Bruno Colmant invitent à affronter ce paradoxe.



Yves Dario présente le rapport Horizon 2040, lors de l'ESG For All chez Beci

« On a à peu près 22-23 % de la population belge qui n'a pas quitté la pauvreté, soit presque un Belge sur cinq », constate Bruno Colmant, membre de l'Académie royale de Belgique. Derrière ce pourcentage se cachent des vies entières ballottées par l'exclusion, des générations qui se succèdent sans voir s'ouvrir les portes de l'émancipation. Horizon 2040, un exercice prospectif de la Fondation Roi Baudouin, met cette réalité sur la table et imagine sept futurs possibles, pour provoquer le débat.

## Richesse économique VS pauvreté sociale

La Belgique est prospère, et pourtant la pauvreté y reste tenace. Le décrochage n'est pas seulement économique. Il touche au lien citoyen, à l'école, à la santé, à la culture. Autrement dit, il fragilise tout ce qui fonde l'appartenance à une société. Selon Bruno Colmant, la pauvreté morcelle les territoires, sépare les quartiers et crée des groupes sociaux qui

coexistent dans des mondes parallèles, mais qui ne se parlent plus. « Le pire, c'est finalement l'abandon lié à la solitude », ajoute l'économiste. Le risque est donc de voir une société qui cohabite mais ne se comprend plus. D'où le besoin d'un pacte social fort où tout le monde a un rôle et la mise en place de solutions telles qu'une meilleure collaboration entre acteurs privés et publics pour la mise à l'emploi et la formation.

## Les visages invisibles de l'exclusion

Le rapport Horizon 2040 insiste, lui aussi, sur ce point : la pauvreté ne se réduit pas au portefeuille. Elle touche à la santé, à l'école, au logement, aux relations sociales. Bruno Colmant l'a rappelé lors de l'événement mensuel « ESG For All » chez Beci : « La pauvreté dépasse la seule question financière, il y a aussi beaucoup d'autres facteurs, comme l'isolement, la surcharge administrative. » Dès lors, distribuer de l'argent ne suffit pas toujours à remettre quelqu'un sur les rails : d'autres verrous bloquent encore le chemin.

Même constat du côté d'Yves Dario, coordinateur de projet à la Fondation Roi Baudouin : « La pauvreté ce n'est pas uniquement le manque d'argent, c'est une notion qui est beaucoup plus large que cela, c'est aussi manquer d'un réseau social. » Ceux et celles qui la subissent doivent sans cesse bricoler des solutions et faire preuve d'inventivité. Cependant, elles affrontent aussi la honte, l'isolement, la fatigue d'avoir à justifier chaque démarche. Tous ces obstacles invisibles freinent l'accès aux aides et aux opportunités.

## Sept scénarios pour une même société

Avec Horizon 2040, la Fondation Roi Baudouin ouvre la discussion et dessine sept scénarios, élaborés à partir de seize variables, allant de la robotisation à la cohésion sociale. « Ces récits ne sont pas des prédictions », rappelle Yves Dario. « Ils servent à réfléchir aux choix que nous voulons poser collectivement. »



« La pauvreté touche un belge sur cinq » - Bruno Colmant.

Certains récits décrivent une Belgique qui a su réduire ses fractures grâce à des politiques cohérentes et à des collaborations entre acteurs publics, privés et associatifs. D'autres montrent un pays encore plus divisé, où la pauvreté s'étend au fil des crises. Pour le membre de l'Académie royale, la leçon est simple (en théorie) : « La pauvreté ne disparaîtra pas d'elle-même. Si nous ne la traitons pas comme une priorité, elle risque d'éroder la cohésion de notre société. »

Comment briser le cercle ? Pour Bruno Colmant, une partie de la réponse tient dans l'éducation et l'accompagnement de proximité : « Si on donne confiance à un jeune, si on est capable de lui montrer le chemin, il va se sentir en confort. » L'école, les formations, les relais humains dans les quartiers permettent de recréer de la confiance. À l'inverse, le sentiment d'abandon creuse la fracture et nourrit la résignation.

Yves Dario insiste sur la nécessité d'anticiper les transitions à venir. La révolution numérique et la transition climatique vont redessiner le monde du travail. Elles peuvent créer de nouvelles opportunités, mais aussi renforcer les inégalités si l'on ne comble pas la fracture numérique et si l'on n'accompagne pas les « perdant-es » de la transition.

## Que peuvent faire les entreprises ?

Interrogé sur la responsabilité du secteur privé, Bruno Colmant ne l'exonère pas : l'entreprise a d'abord une finalité économique, mais elle peut aussi être un levier d'inclusion. « Ce que je rêverais... c'est une entreprise qui serait capable de dire : *voilà, je veux former mon personnel à ces sujets*. Cela changerait tout. » Former, recruter autrement, créer des partenariats avec le tissu associatif : des gestes qui peuvent, à leur échelle, contribuer à rompre le cercle de la pauvreté. Néanmoins, ces démarches doivent s'inscrire dans la durée, pour éviter l'effet de vitrine.



Comment briser le cycle de la pauvreté en Belgique ? C'était le sujet de la 5<sup>ème</sup> édition de l'ESG For All

# Commencez la journée avec une longueur d'avance.

La pauvreté en Belgique n'est ni une fatalité ni une anomalie passagère. Elle dit quelque chose de nos priorités collectives. Horizon 2040 trace plusieurs futurs possibles, mais tous renvoient à une même question : que sommes-nous prêts à faire pour que l'exclusion recule ? « La pauvreté, c'est l'ombre portée de notre prospérité », résumant les deux experts. Une ombre qu'il ne sert à rien de nier, mais qu'il est encore possible d'éclairer.

■ Era Balaj  
eba@beci.be



Le débat a d'ailleurs été porté chez Beci, le 16 septembre, lors de l'événement « ESG For All : Breaking the Poverty Cycle ». Entreprises et expert-es et ont ouvert un dialogue sur le rôle des secteurs privé et public face à la pauvreté.

Chaque mois, le cycle « ESG For All » questionne sur les enjeux liés à l'environnement, le social et à la gouvernance. Rendez-vous le 14 octobre pour la prochaine édition « Chauffons Bruxelles, pas la planète ! » ! Inscriptions ici :



## Poverty in the shadow of prosperity

Nearly one in five Belgians remains trapped in poverty, despite the country's overall wealth. "Horizon 2040", the forward-looking report from the King Baudouin Foundation, highlights this paradox and lays out seven scenarios to encourage reflection on the future.

For Bruno Colmant, member of the Royal Academy of Belgium, poverty goes far beyond a simple lack of money. It weakens social ties, education, health, and culture, creating parallel worlds where isolation and loneliness become the norm. Yves Dario, project coordinator at the King Baudouin Foundation, emphasizes that exclusion also affects social networks and the ability to access support, making it harder to break the cycle.

Some of the Horizon 2040 scenarios depict a more cohesive Belgium, while others show a society even more fragmented. Education and local, hands-on support appear as essential levers to rebuild trust and prevent resignation.

Businesses also have a role to play: training differently, recruiting in new ways, and collaborating with the nonprofit sector. Sustained actions of this kind can help break the cycle of exclusion.

Poverty, the experts conclude, is "the shadow cast by our prosperity." The real question remains: are we ready to shine a light on it, together?

Rejoignez la communauté  
ESG de Beci



## Écoutez Le Brief.

Prenez de l'avance dès le réveil avec le podcast quotidien de L'Echo. Chaque matin dès 7 heures, découvrez 7 infos qui comptent.

À écouter dans l'app de L'Echo, sur [lecho.be](https://lecho.be)  
et sur toutes les plateformes de podcast.

# Fondation I See : une autre forme d'entrepreneuriat

La « Fondation I See » épaula les personnes malvoyantes dans l'accomplissement de leur potentiel. Cela peut passer, aussi, par l'entrepreneuriat.



Isabel Litvin, RH & Inclusion Manager  
à la Fondation I See

Publiés en 2022, les chiffres d'Unia, l'ex-Centre fédéral pour l'égalité des chances, sont clairs. Bien plus que les critères raciaux, de convictions religieuses ou philosophiques, le handicap est le premier critère de discrimination à l'emploi à Bruxelles. Et d'après Statbel, seules 26% des personnes souffrant d'un handicap ont un emploi contre 65% de la population totale. Un problème vécu de façon très aigüe par les personnes aveugles ou malvoyantes, confrontées aux premiers obstacles dès lors qu'il s'agit de se rendre sur un lieu de travail. D'après une étude de la fondation Braille, la majorité ne se sentent pas en sécurité en rue, confrontées à de trop nombreux obstacles. Et seules 6% sont accompagnées par un

chien-guide. Il faut en effet patienter au moins deux à trois ans avant de pouvoir disposer de l'un de ces fidèles compagnons.

C'est pour répondre à cette situation que Frederic Storme a imaginé, il y a un peu plus de dix ans, la *Fondation I see* autour d'une équipe d'éducateur-rices canins. Bergers, labradors et autres golden retrievers y sont formés en étroite association avec leurs nouveaux ou nouvelles propriétaires afin de répondre au mieux à leurs besoins spécifiques.

## Contribuer activement à la société

Depuis sa création, la fondation a considérablement élargi son domaine d'intervention, ajoutant à la problématique de la mobilité, celle de la formation, de l'intégration sociale, de la maîtrise des technologies et de la confiance en soi. Sa mission : permettre aux personnes malvoyantes de contribuer activement au développement de la société. « Bien au-delà du déplacement, nous voulons donc contribuer à leur autonomie de vie », explique Isabel Litvin, HR & Inclusion Manager. Progressivement, *Fondation I see* a ainsi développé un pôle d'accompagnement encourageant ses bénéficiaires - en particulier les jeunes - à forger des ambitions et à s'engager dans un projet personnel ou professionnel.

## Profils de haut niveau

Car si la montée en puissance des politiques de diversité a permis d'ouvrir plus grands les portes des entreprises ces dernières années, les opportunités offertes demeurent souvent en deçà des compétences des candidat-es. « La communauté des personnes à déficience visuelle recèle pourtant des profils de haut niveau. Nous leur apprenons à entrer directement en contact avec les recruteurs et

à communiquer les bons modes d'emploi - parfois très simples - pour une collaboration fructueuse, de façon à valoriser pleinement leurs diplômes, leur potentiel de développement et leurs talents », poursuit la responsable. Et à l'entendre, ces atouts sont nombreux. « Débrouillardise, proactivité, audace, sens de l'organisation, analyse des problèmes, esprit orienté vers les solutions créatives, capacités de communication et d'assertivité... Dans bien des cas, les personnes malvoyantes disposent d'efficacités bien supérieures à un candidat lambda », témoigne-t-elle.

## Abattre les convictions limitantes

Au-delà d'accompagnements individuels, la fondation anime ainsi, avec le soutien de la Fondation Roi Baudouin, divers séjours collectifs. Réunissant des jeunes en difficulté - handicaps, addictions, décrochages, etc... - ils permettent de se challenger et de soutenir mutuellement dans leurs projets, pour briser les convictions limitantes qui peuvent les entraver.

Avec l'AVIQ, la fondation est aussi engagée dans un programme de soutien à la création d'activités. S'ils sont exposés aux mêmes risques que tout autre porteur-se de projet, les *handipreneur-es* bénéficient, en vertu de ce programme, d'accompagnements et de filets de sécurité plus importants. « L'entrepreneuriat attire trop peu les personnes porteuses de handicaps », observe Isabel Litvin. « Quand on a des idées, du courage et de la compétence, c'est pourtant une formidable piste de développement personnel ! »



■ Philippe Beco  
pb@beci.be

## Bonjour la tranquillité

avec internet + mobile  
pour les entrepreneurs

Plus d'infos sur [business.orange.be/fr/bts-2025](https://business.orange.be/fr/bts-2025)



Business



# Trots om te werken. Trots om Daoust te zijn.



# daoust

Bij **Daoust** creëren we jaarlijks werkgelegenheid voor **50.000 mensen**. Sluit je ook aan bij de grote familie op [www.daoust.be](http://www.daoust.be)

**Daoust, Welcome to the Family!**



INTERIM & RECRUITMENT • HOME SERVICES • CAREER MANAGEMENT

# Tram Expérience : la gastronomie sur les rails de Bruxelles

**Un dîner gastronomique servi dans un tram en mouvement : voilà l'expérience insolite proposée par Visit.Brussels. Entre saveurs, discussions et paysages urbains, le voyage à bord du Tram Expérience ne laisse personne indifférent.**

Imaginez : vous êtes confortablement installé-e à bord d'un tram métamorphosé en restaurant, verres à la main, glissant le long des avenues bruxelloises. Au menu, six services en semaine, sept le week-end, préparés par un chef de renom puis exécutés avec soin à bord. Lancé en 2012 par Visit.Brussels pour célébrer l'année de la gastronomie, le Tram Expérience affiche plus d'une décennie à son compteur. « Le projet devait durer un an, mais il a tellement bien marché que nous l'avons relancé chaque année », confie Julie De Pauw, Business Developer du Tram Expérience. Le succès continue.

## Bruxelles à table !

À bord, la finesse est de mise. Du mardi au dimanche, un menu en six services est proposé ; vendredi et samedi, on passe à sept services, prolongation incluse. Chaque deux mois, le plat du jour change, selon les saisons, pour donner envie de revenir.

La rentrée 2025 (septembre-octobre) démarre avec une carte imaginée par Kevin Lejeune, anciennement à « La Canne en Ville » et aujourd'hui à « Chaga », puis préparée, dans une version logistique adaptée, par le traiteur Thibault Granville de Taste Great. Le chef sera ensuite relayé par d'autres signatures venues de Bruxelles, de Flandre, Wallonie ou même de la Côte d'Azur.



© Victorien Loriers 2025

Tram Expérience

L'itinéraire varie selon les travaux de voirie, mais le départ se fait place Poelaert, direction Louise, la Cambre, puis l'avenue de Tervuren jusqu'à Stockel (même si le tracé peut varier, selon Visit.Brussels). Les lumières de la ville, elles, ne manquent jamais le rendez-vous. Dans le tram, 36 places sont réparties en tables de deux ou quatre.

Pour les entreprises, le concept prend une autre dimension : privatisation d'un wagon ou du tram entier, diffusion d'images sur écrans, possibilité de déposer des goodies ou de personnaliser les menus (végétariens, allergies...). « Nous voulons offrir une expérience all-in, préparée avec les client-es en amont, jusque dans les plans de table », précise Julie De Pauw. D'ailleurs, Beci testera l'expérience le 2 décembre, pour le lancement du menu des fêtes, signé par le chef bruxellois Grégoire Gillard, dans une ambiance féérique sous les illuminations de la capitale.

## Mobilité & Gastronomie

Au-delà des assiettes, le Tram Expérience véhicule une image différente de la Région. Pour Visit.Brussels, il s'agit de conjuguer mobilité, patrimoine et art culinaire. « Cela permet aussi de donner une autre image à la STIB, pas seulement celle du transport utilitaire », souligne la business developer. Le parcours traverse des lieux emblématiques de la ville, mais aussi des coins plus inattendus, offrant une nouvelle lecture de Bruxelles.

Derrière cette fluidité apparente, l'organisation est millimétrée. Chaque menu est testé à l'avance pour s'assurer qu'il résiste aux aléas du mouvement et les cuisines à bords sont bien équipées (plaques, fours). Les serveurs et serveuses apprennent à travailler

une main libre pour s'accrocher, tandis que les chauffeur-euses, spécialement formé-es, adaptent leur conduite. Un freinage trop brusque et tout un service peut basculer : l'anecdote a déjà marqué les équipes.

## Les infos pratiques

Les retours sont éloquentes : satisfaction des convives, ambiance chaleureuse, service attentif. Pour les particuliers, le prix s'élève à 250 € la table de deux, boissons incluses (soit 125 € par personne). Côté entreprises, la privatisation complète du tram ou de certains wagons de 16 ou 20 places se chiffre entre 3.000 et 5.580 € hors TVA, pour une formule all-inclusive.

Tram Expérience incarne ce que Bruxelles a de meilleur à offrir : une invitation au partage, à la découverte, avec une touche de fantaisie et de maîtrise. La Région se laisse goûter autrement : une bouchée, un virage, un coup de fourchette et le décor change déjà.

■ Era Balaj  
eba@beci.be

## Tram Expérience: gastronomie op de sporen van Brussel

**Sinds 2012 biedt Tram Expérience een gastronomisch diner aan in een tram die omgetoverd is tot restaurant. Zes gangen door de week, zeven in het weekend, samengesteld door gerenommeerde chefs en aangepast om in beweging te serveren, zorgen voor een reis vol smaken, gesprekken en verlichte Brusselse stadsgezichten.**

**Visit.Brussels biedt deze culinaire route aan om Brussel op een andere manier te ontdekken, met een combinatie van gastronomie, erfgoed en gezelligheid. Elk seizoen verandert het menu om vaste bezoekers te verrassen, terwijl het traject langs zowel iconische locaties als onverwachte wijken loopt, en zo de kans biedt om « Brussel eens op een andere manier te zien ».**

**De tram heeft 36 plaatsen en kan geprivatiseerd worden voor bedrijven, met aangepaste menu's en een bijpassende sfeer. Alles wordt tot in de puntjes georganiseerd: volledig uitgeruste keukens aan boord, getrainde bediening en opgeleide chauffeurs zorgen ervoor dat elke hap een moment van delen en ontdekken blijft. Beci zal deze betoverende ervaring testen op 2 december, met het feestmenu van chef Grégoire Gillard.**



© Visit.Brussels



# Le Label Entreprise Écodynamique: aussi pour les très petites entreprises!

**Vous agissez ou souhaitez agir concrètement en faveur d'une gestion durable au sein de votre entreprise? Votre site d'activité est situé en Région bruxelloise? Réduisez votre impact environnemental et valorisez votre engagement grâce au Label Entreprise Écodynamique!**

## Un label à la portée de toutes et tous

Depuis 1999, le Label Entreprise Écodynamique récompense les organismes bruxellois qui mettent en place une démarche en gestion environnementale au sein de leur site d'activité. Plus qu'une reconnaissance, le label vous permet de structurer, prioriser et amplifier à votre rythme vos engagements durables. Pas besoin d'être une grande entreprise pour vous lancer: le Label Entreprise Écodynamique est pensé pour les organisations de toutes les tailles, y compris les petites et très petites entreprises, les indépendants, les espaces de coworking et les centres d'entreprises.

## Un avantage financier

Outil phare de la stratégie de transition économique bruxelloise Shifting Economy, le Label Entreprise Écodynamique possède l'agrément exemplarité sur le plan environnemental. Grâce à cela, les entreprises détentrices du label peuvent accéder à des primes régionales majorées et à des réductions et avantages ciblés. Pour en savoir plus, consultez le guide exemplarité ([www.economie-emploi.brussels/exemplarite-guide](http://www.economie-emploi.brussels/exemplarite-guide)) et le site web du label ([www.ecodyn.brussels](http://www.ecodyn.brussels)).



« Obtenir le Label Entreprise Écodynamique a été un levier de valorisation pour EU-turn, en nous permettant de mettre en lumière l'ensemble de nos pratiques responsables et durables. Ce label renforce la crédibilité de notre engagement auprès de nos partenaires et clients, tout en nous distinguant clairement dans un marché de plus en plus attentif aux enjeux écologiques. Grâce au label, nous affirmons nos valeurs et renforçons la confiance de notre écosystème professionnel. »

EU-turn, agence de communication labellisée 3 étoiles

## Pourquoi obtenir le Label?

- Un catalogue pratique pour vous accompagner dans votre démarche écoresponsable et des solutions adaptées à votre organisation
- Un helpdesk à votre disposition: vous bénéficiez de conseils personnalisés pour relever les défis spécifiques de votre site d'activité
- Un label historique qui tient compte des réalités des PME et TPE bruxelloises
- Une image de marque renforcée pour fédérer votre personnel autour de valeurs communes et vous démarquer de vos concurrents
- L'accès à des aides économiques régionales plus avantageuses en tant qu'entreprise exemplaire sur le plan environnemental
- Un soutien et une reconnaissance de la Région: le Label est entièrement financé par la Région de Bruxelles-Capitale

## Notre équipe à votre disposition

**Vous n'êtes pas seul-e dans cette démarche: notre helpdesk vous guide pas à pas.**

Contactez l'un-e de nos expert-es via [info@ecodyn.brussels](mailto:info@ecodyn.brussels)





DS AUTOMOBILES  
Voyager est un Art

# NOUVELLE DS N°8



750 KM D'AUTONOMIE | 100% ÉLECTRIQUE.

DSautomobiles.be

0-0 L / 100KM @ 0 G CO<sub>2</sub> / KM (WLTP) – ⚡ 15,5 - 16,6 kWh/100 km – 550 - 750 KM DS *préférence* TotalEnergies DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Informations environnementales [A.R. 19.03.04] : <https://www.dsautomobiles.be/fr/ds-experience/environnement/consommation-a-l-usage.html>.  
Contactez votre DS Store pour toute information relative à la fiscalité de votre véhicule. Visuel non contractuel. Plus d'informations auprès des DS Stores.  
E.R. Laurent Barria - Stellantis Belux S.A. - Avenue du Bourget 20 Boite 2 - B-1130 Bruxelles Belgique, inscrite à la BCE sous le numéro 0403.461.107 - IBAN: DE 64512106990160000009 - Tél. : +32 800 19550



# ScaleFund III : un fonds tech nourri d'expertises

Avec son nouveau fonds orienté digital, deeptech et cleantech, ScaleFund entend combler un vide sur le marché du financement des sociétés en croissance.



Claire Munck,  
CEO de BeAngels et Managing Partner du ScaleFund

Et de trois... Au début de l'été, ScaleFund annonçait le lancement de son troisième fonds de capital-risque destiné à soutenir des sociétés actives dans la digitalisation, la deeptech et la cleantech. L'objectif annoncé est de doter ce nouvel outil de 30 millions d'euros d'ici l'année prochaine, quand ses deux prédécesseurs s'élevaient respectivement à 2,5 millions et 10 millions d'euros.

« La stratégie d'investissement demeure assez similaire mais cette taille doit nous permettre d'investir dans 15 ou 20 sociétés supplémentaires » explique Claire Munck, Managing Partner du ScaleFund. Celle qui est aussi CEO du réseau d'investisseurs BeAngels souligne encore que ScaleFund III sera particulièrement centré sur la transformation digitale, la deeptech et la cleantech.

Si, comme les versions I et II, ScaleFund III se destine en grande partie à des financements dits de *pré-Série A*, ce nouveau véhicule inclut deux poches supplémentaires. En amont, un compartiment « seed » permettra des tickets d'investissement dans des sociétés moins avancées dans leur développement, mais portées par des entrepreneur-es expérimentés.

Une poche *serie A* s'adressera, elle, aux sociétés plus matures, auxquelles le réseau très qualitatif constitué par le fonds depuis sa création pourra aussi apporter son expertise.

## Comment concevez-vous les investissements de pré-série A de ce nouveau fonds ?

Claire Munck : « On parle ici de tickets entre 400 et 500.000 euros sur des levées de fonds entre 1 et 3 millions d'euros. Nous prenons systématiquement des parts minoritaires dans des sociétés qui ont trouvé leur *product-market fit* et génèrent déjà du revenu. Elles veulent sortir de la phase artisanale,

se professionnaliser et accélérer leur déploiement commercial. Nous adorons entrer dans ces projets en tant que premier fonds d'investissement structuré à bord car, au-delà du capital, nous pouvons y maximiser notre apport d'expérience dans tous les aspects de la préparation à la croissance, dont la gouvernance ».

## Pourquoi ces poches d'investissements supplémentaires ?

« Nous voulons coller aux évolutions de l'écosystème. Depuis quatre ou cinq ans, avec BeAngels, nous avons vu une accélération. De plus en plus d'entrepreneurs qui ont procédé à un premier exit rejoignent la communauté d'investisseurs ou tentent une nouvelle aventure.

Souvent, ils réinvestissent les fonds issus de leurs premiers succès dans leur nouveau business et empruntent des voies différentes de celle, traditionnelle, des « business angels » puis du Venture Capital. Or nous voulions pouvoir accompagner de tels projets également ».



## L'IA permet d'enrichir et d'accélérer l'analyse de l'étude d'un marché, sa profondeur, le niveau de concurrence...

Claire Munck

## Les deeptechs sont des sociétés de rupture à fort ancrage scientifique. Investir dans de tels acteurs requiert-il de s'équiper d'une expertise particulière ?

« Oui, c'est pourquoi Scale III s'entoure de *venture partners*, des professionnels qui ont investi dans le fonds ou lui sont proches et disposent de compétences très spécifiques ou d'une expérience entrepreneuriale dans des secteurs de pointe.

C'est le cas, par exemple, de François Torche, le fondateur de CluePoints. Nous pouvons aussi nous appuyer sur la très grande richesse professionnelle du réseau de BeAngels, dont les 600 membres nous aident à évaluer le potentiel des dossiers que nous recevons ».

## A quoi répond la participation d'Agoria, Invest.BW et Wallonie Entreprendre dans le fonds ?

« Tout comme pour Scale II, l'horizon géographique comprend la Belgique, le Luxembourg et la France,

et éventuellement les Pays-Bas et la Suisse, où nous disposons aussi de bons réseaux. Les invests comprennent que quand nous investissons dans une société française, nous avons la capacité d'accélérer leur développement en Belgique et au Luxembourg, avec à la clé l'installation d'un siège et des emplois.

Par ailleurs, si l'on trouve encore relativement aisément du capital d'amorçage, les fonds de capital-risque, qui privilégient aujourd'hui le rendement à la croissance, se sont déplacés sur la chaîne.

Ils exigent parfois 2 millions d'euros de revenus récurrents pour s'investir. ScaleFund comble donc utilement un vide actuel sur le marché du financement, ce qui est apprécié par ces institutionnels.

## Quelle taille de participation recherchez-vous ?

« Nous investissons en tant que minoritaire mais nous avons la capacité de jouer le rôle de *lead investor* dans les différentes opérations, c'est-à-dire mener l'analyse approfondie des dossiers et structurer le tour de financement.

Souvent, des entreprises qui ont besoin d'un ou trois millions d'euros reçoivent un accueil favorable des grands fonds mais ces derniers n'ont pas le temps de prendre le lead sur des dossiers qu'ils considèrent de trop petite taille. Là encore, les uns et les autres sont heureux de notre implication, qui génère l'effet d'entraînement ».

## Quel est l'impact de l'IA sur votre secteur d'activité ?

« Elle a amené les investisseurs à se questionner sur l'exposition de leur portefeuille aux disruptions qu'elle amène. Cela a créé pas mal d'incertitude, encore renforcée en Belgique par le contexte de soutien à l'innovation chaotique, de la réforme des droits d'auteurs à la taxation sur les plus-values.

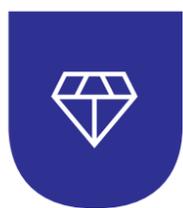
Pour le reste, au quotidien, l'IA permet d'enrichir et d'accélérer le processus d'analyse, que ce soit l'étude d'un marché, sa profondeur, le niveau de concurrence,...

L'IA nous assiste aussi dans le sourcing, la préparation des questions aux entrepreneurs et la gestion des dossiers. Mais comme ailleurs, nous devons prendre garde à ce qu'elle ne renforce pas les biais. Et puis, ce qui fait la force d'un projet, cela reste avant tout la qualité de l'équipe. Notre métier reste fondamentalement humain ».

■ Philippe Beco  
pb@beci.be

Rejoignez la communauté  
Digital/AI de Beci





# Chômage : Bruxelles au pied du mur

**La réforme fédérale du chômage va priver près de 40.000 Bruxellois-es de leurs allocations entre 2026 et 2027. Une onde de choc qui obligera la Région à revoir ses priorités en matière d'emploi et de formation.**



La troisième édition du Talent Talks a réuni le secteur privé et public, afin de discuter de l'impact de la réforme du chômage auprès des Bruxellois-es

Le compte à rebours est lancé. À partir de janvier 2026, la réforme fédérale du chômage commencera à produire ses effets : limitation stricte des allocations dans le temps et vagues successives de fins de droits. À Bruxelles, cela signifie que des milliers de personnes perdront leur unique filet de sécurité. Un bouleversement social, mais aussi économique, qui interroge sur notre capacité collective à accompagner, former et réinsérer.

## Une réforme qui bouscule Bruxelles

Les chiffres donnent le vertige : plus de 40.000 Bruxellois-es devraient voir leurs allocations s'éteindre d'ici l'été 2027, selon l'ONEM. Sept vagues programmées qui toucheront d'abord les plus ancien-nes chômeur-euses de longue durée, puis progressivement l'ensemble des publics. Pour ces milliers de personnes, ce sera deux ans maximum d'indemnisation pour le chômage complet, un an pour l'allocation d'insertion.

Un tiers d'entre elles-eux devrait se tourner vers les CPAS. Le surcoût pour ces dernier-ères est estimé à 121 millions d'euros, selon les informations relayées par notre partenaire L'Echo. Au-delà des chiffres, une évidence : le risque d'une précarité accrue, avec des répercussions sur la santé, le logement, la cohésion sociale.



La réforme du chômage impacte 7,2 % des ménages

À Bruxelles, la situation est d'autant plus sensible que le chômage de longue durée reste élevé. D'après la fédération des CPAS bruxellois, près de 60 % des demandeurs et demandeuses d'emploi sont faiblement qualifié-es, alors que beaucoup de postes vacants concernent surtout des métiers en pénurie : construction, santé, IT, enseignement, comptabilité.

## Actiris, CPAS, Bruxelles Formation : l'heure de vérité

Pour les acteurs de terrain, l'adaptation doit être rapide. Actiris, au premier plan, devra revoir ses procédures : accompagner plus tôt, contrôler plus vite, réorienter mieux. Bruxelles Formation planche déjà sur des parcours plus courts, plus modulaires, qui mènent vers des métiers où la demande est forte. « La formation est une solution à l'emploi », insiste sa directrice générale, Laurence Rayane. Mais entre la théorie et la pratique, il y a ce fossé qui décourage : délais trop longs, seuils d'accès trop élevés, manque de passerelles.

Du côté des CPAS, la crainte est de voir affluer des milliers de nouveaux-elles bénéficiaires. « On est dans une névrose institutionnelle », regrette Pierre Verbeeren, directeur général du CPAS de Bruxelles. Pour lui, une approche « entrepreneuriale » peut éviter l'asphyxie des services. Son constat rejoint celui de nombreux acteurs : l'action ne peut pas être uniquement sociale, elle doit aussi intégrer la logique de réinsertion professionnelle.

## Quand les chercheur-euses d'emploi décrochent

Au-delà des structures, il y a le vécu. À l'occasion du Talent Talks organisé chez Beci, plusieurs voix ont rappelé cette dimension humaine. « Beaucoup ne reçoivent même pas de réponse à leurs candidatures », souligne Florence Lepoivre, secrétaire générale de la FGTB Bruxelles. « Comment ne pas se décourager dans ces conditions ? » Elle incite également les employeur-euses à publier leurs offres via Actiris, pour élargir leur visibilité auprès des chercheur-euses d'emploi bruxellois-es.

Pour les jeunes de 18 à 24 ans, le constat est tout aussi préoccupant. Alice Kwitegetse Mpoyiki, coordinatrice du service Jobcoaching d'Infor Jeunes Bruxelles, évoque un triple obstacle : décrochage scolaire, manque de compétences de base et santé mentale fragile. À cela s'ajoute la complexité administrative, qui transforme chaque démarche en parcours du combattant. Ces témoignages dessinent en creux le risque principal : voir des milliers de personnes glisser hors des radars, sans perspective claire de réinsertion.

## Beci se mobilise

Face à ce défi, Beci refuse la résignation. Car si la réforme fragilise, elle peut aussi être l'occasion de repenser nos priorités. Bruxelles ne manque pas de



Au-delà de l'aspect financier, la réforme du chômage impacte également le social et l'humain

talents, mais d'adéquation entre compétences et besoins. L'enjeu est double : éviter que des milliers de personnes ne basculent dans l'exclusion, et donner enfin aux entreprises les profils qu'elles peinent à recruter.

La réforme du chômage est un électrochoc. Elle prive des milliers de Bruxellois-es de leur revenu de remplacement, mais rappelle aussi l'urgence d'un marché du travail plus inclusif, plus lisible, mieux connecté aux besoins des entreprises.

Les deux années à venir seront décisives et tout dépendra de la capacité des acteurs publics, sociaux et économiques à travailler ensemble. Beci, pour sa part, entend y contribuer : en valorisant les métiers en tension, en rapprochant employeur-euses et candidat-es à travers des espaces de dialogues comme les Talent Talks, où syndicats, entreprises, formateur-rices et pouvoirs publics confrontent leurs points de vue. Parce qu'au-delà des chiffres, il s'agit bien de cela : donner une chance à chacun-e de retrouver une place dans le monde du travail.

■ Era Balaj  
eba@beci.be



**Bruxelles a besoin de renforcer les ponts entre chercheurs d'emploi et entreprises. Nos sociétés technologiques sont prêtes à ouvrir leurs portes à de nouveaux profils et à investir dans leurs compétences. Ensemble, Actiris et les employeurs peuvent transformer ce défi en véritable moteur d'inclusion et de croissance.**

Agoria

Rejoignez la communauté  
Talents de Beci



# Eulep: deze herfst komt de campagne tot leven

Sinds mei spreken Eulep en CVO Semper jongeren aan over knelpuntberoepen. Na de speelse video's is het nu tijd voor de getuigenissen van studenten, die vanaf dit najaar op TikTok verschijnen.

Studiekeuze is zelden een rechte weg. Sommigen trekken na de middelbare school naar de universiteit, anderen zoeken hun pad elders. Precies tot die twijfelende jongeren richt Eulep zich. Dit Europese project, gesteund door Beci en uitgevoerd samen met CVO Semper, wil hen al enkele maanden een ander perspectief bieden: dat van de kwalificerende beroepen. Na een eerste reeks ludieke video's laten studenten binnenkort hun dagelijkse realiteit zien, te volgen op het TikTok-account van CVO Semper.

## Van clichés naar realiteit

In het voorjaar speelde de campagne bewust met clichés: de elektromechanicus die eindeloos kabels trekt, de kinderbegeleidster die niet verder komt dan luiers en flesjes. Achter de humor ontmantelden de filmpjes deze simplistische beelden. Ze toonden dat achter deze zogenaamd technische beroepen ook het programmeren van geautomatiseerde systemen, het gebruik van digitale tools en de pedagogische begeleiding van kinderen schuilgaan.

De boodschap was eenvoudig maar doeltreffend: knelpuntberoepen zijn tegelijk ook toekomstberoepen. Een professionele richting kiezen is geen noodoplossing, maar een investering in een opleiding die deuren opent.

## Studenten aan het woord

Dit najaar wordt de campagne breder. De camera's laten het spelelement achter zich en filmen nu echte verhalen. Op de campus van CVO Semper delen studenten in kindercare en elektromechanica hun dagelijkse praktijk, mét beelden van hun handelingen. Hun getuigenissen zullen in de komende weken via het TikTok-kanaal van de school worden verspreid.



Het doel van de campagne is niet langer om te karikatureren, maar om te tonen: een multimeter in de hand, een opvolgtablet, een werkplaats vol bedrijvigheid, een kinderdagverblijf waar gelach en veiligheidsinstructies samenkomen. Details die een werkelijkheid schetsen die veel rijker is dan de clichés. Met deze portretten zet Eulep zijn werk voort om jongeren opnieuw te verbinden met kwalificerende beroepen – niet in theorie, maar door het woord te geven aan wie er al voor kiest.

■ Era Balaj  
eba@beci.be



Start uw dag met voorsprong.



## Luister naar De 7.

Start uw dag met voorsprong met de dagelijkse actupodcast van De Tijd. Elke ochtend om 7 uur de 7 belangrijkste nieuwsfeiten.

**Luister in de app van De Tijd, op tijd.be of via uw favoriete podcastplatform.**

# Traverser l'incertitude.. en évitant les crises

Réputationnelle, commerciale, financière, de gouvernance...

Une « situation de crise » peut recouvrir des réalités différentes. Comment les prévenir au mieux ?



Christophe Cornet,  
avocat senior au sein du cabinet Fidal.

En ces temps d'instabilités auxquelles les entrepreneur-es bruxellois-es font face, Beci organisait fin septembre un séminaire sur les différents aspects de la gestion de crise, en collaboration avec les cabinets spécialisés akkanto, Catalyst et Fidal.

C'est que, comme la presse s'en est fait l'écho ces derniers mois, le nombre d'entreprises en difficultés a pris des proportions inquiétantes ces derniers mois. Avocat senior au sein du cabinet Fidal, Christophe Cornet confie avoir vu s'accumuler les dossiers au sein de sa pratique. « Malheureusement, beaucoup arrivent trop tard, quand elles sont déjà au bord de la faillite », déplore-t-il. En cause, la perspective d'une cessation d'activité et de mauvaise publicité, ayant eu pour effet de paralyser les dirigeant-es - voire de les plonger dans le déni - plutôt que de les inciter à l'action.



## Il faut accepter de se faire challenger par des professionnels

Christophe Cornet, avocat chez Fidal

### Oter ses œillères, lever le nez du guidon... et anticiper les difficultés

Parfois, il peut plus prosaïquement s'agir d'ignorance ou d'inconsistance dans la gestion. « Du gérant d'un salon de coiffure au CEO d'une grande entreprise, chacun doit pourtant pouvoir reconnaître les signaux annonciateurs d'une crise. Pour cela, il faut d'abord être capable de lever le nez du guidon », insiste l'expert, qui a plusieurs fois constaté des dirigeant-es obnubilés par leur *day-to-day*, au point de passer

à côté d'une mise en demeure de fournisseurs, de l'ONSS ou d'un rappel de TVA. « Or ce sont là autant de jalons qui génèrent des intérêts de retard et peuvent mener tout droit vers l'incapacité financière », met-il en garde.

### Dialoguer avec son comptable

Mais de quels signaux annonciateurs parle-t-on ? On les trouvera notamment dans le bilan comptable d'une entreprise, un point d'entrée idéal pour déceler les faiblesses financières d'une société. Christophe Cornet évoque notamment l'évolution du chiffre d'affaires ou de l'endettement à court et long terme. Et bien sûr le niveau de trésorerie. « Une des clés est la bonne connaissance de ses besoins en fonds de roulement. A partir du moment où l'on maîtrise les échéances de paiements par ses clients et quels sont les délais que l'on impose à ses propres fournisseurs, on ne navigue plus à l'aveugle », témoigne-t-il.



## Pour reconnaître les signaux annonciateurs d'une crise, il faut d'abord être capable de lever le nez du guidon

Christophe Cornet, avocat chez Fidal

### Bien s'entourer

Au-delà, pour être sûr-e de rester sur les bons rails opérationnels et financiers, « il faut aussi accepter de se faire challenger par des professionnels autour de soi », insiste l'avocat. Même si une petite structure n'a pas toujours les moyens de se constituer un conseil d'administration de premier rang, entrer en dialogue ouvert avec sa ou son comptable, un-e auditeur-ice professionnel-e, un-e avocat-e ou mentor externe expérimenté-e peut être salvateur. De quoi être épaulé-e dans la mise en place de processus - enregistrement systématique des factures, suivi réguliers des paiements clients, etc... - qui assureront de la clarté dans les flux financiers et éclaireront sur la viabilité future d'un business.

### Se mettre en position de négociation

Rebondir sur les signes avant-coureurs d'une crise financière, c'est aussi, avant que les choses ne tournent vraiment mal, se mettre dans la meilleure position de négociation possible vis-à-vis de ses créanciers, qu'ils soient privés ou institutionnels. « Il faut pouvoir démontrer que l'on est dans une situation d'endettement qui ne soit pas trop importante et gérable à terme. S'agissant des créanciers privés, on peut parfois compter sur l'élément de confiance. Mais lorsque des créanciers institutionnels, comme l'ONSS, sont amenés à douter de votre capacité, ils peuvent très vite dire stop et demander la faillite », témoigne l'avocat.

Le couperet serait-il donc si brutal ? « Quel que soit la situation, il existe toujours des marges de négociation », tempère l'expert. « Certains de mes clients, qui ont bien anticipé, ont assuré la survie de leur entreprise alors qu'ils en sont à leur 3ème ou 4ème plan de remboursement auprès d'institutionnels. Mais pour cela, il faut être en mesure de fournir des garanties de paiement et une situation saine quant aux créances privées. Et surtout, respecter les échéances institutionnelles qui ont été octroyées », insiste-t-il.

### Responsabilité des dirigeant-es

De fait, le risque encouru par un-e dirigeant-e lors d'une faillite est beaucoup plus important en cas d'impayés auprès d'institutionnels, que lorsque l'on a uniquement affaire à des dettes commerciales. « En cas d'épuisement de la trésorerie, il faut donc établir une stratégie de remboursement et faire les bons arbitrages. L'enjeu est d'éviter l'accumulation de dettes vis-à-vis des institutionnels qui peuvent générer un effet boule de neige, tout en continuant à payer les créanciers dont les fournitures sont essentielles à la poursuite de l'activité », explique encore Christophe Cornet. Les enjeux personnels sont parfois énormes. « Trop souvent, des administrateurs se cloîtent dans le « tout sauf la faillite ». Ils ignorent qu'ils sont dans l'obligation de prendre des mesures et de les documenter, et se retrouvent ensuite dans des actions en responsabilité engagée contre eux pour défaut d'aveu ou aveu tardif de faillite. Les conséquences financières peuvent être terribles ».

### Des crises de différentes natures

Au-delà des complications financières, un contexte troublé peut se traduire en crises humaines, comme un conflit entre actionnaires. Ou des litiges commerciaux avec des client-es ou fournisseurs. Ou encore des dysfonctionnements de production, comme des contaminations dans l'industrie agro-alimentaire. « Toutes ces situations peuvent mettre en péril la survie même de l'entreprise et ont à la fois des répercussions économiques, juridiques et d'image. Les décisions prises dans chacune de ces trois dimensions peuvent impacter positivement ou négativement les deux autres. Là encore, la responsabilité du dirigeant peut être engagée. Une approche rapide, holistique et collaborative fait donc totalement sens », conclut l'avocat.

■ Philippe Beco  
pb@beci.be



Ne manquez pas le prochain événement, à retrouver sur notre agenda en ligne



# Vous mettez des piles et batteries sur le marché ? Affiliez-vous à Bebat !

Saviez-vous qu'en tant que producteur (fabricant, importateur ou distributeur) de piles et batteries (ou de produits contenant des piles et batteries) en Belgique, vous êtes soumis à une responsabilité élargie et efficace du producteur (REP) ?

## Découvrez les 8 obligations légales



- **Vous enregistrer** auprès des 3 autorités régionales en Belgique.



- **Faire la déclaration** quelles piles et batteries vous mettez pour la première fois sur le marché belge.



- **Système de garantie** pour les piles et batteries non soumises à une contribution environnementale.



- **Sensibiliser et prévenir.**



- **Organiser la collecte** afin d'atteindre les objectifs légaux, via un réseau couvrant l'ensemble du territoire belge avec un transport conforme à l'ADR.



- Assurer **le recyclage et la réutilisation** des piles et batteries usagées.



- Prouver **l'efficacité de recyclage.**



- **Faire le reporting** aux autorités.

Pour satisfaire à toutes ces obligations, vous pouvez soumettre votre propre demande d'enregistrement et d'approbation aux autorités régionales. Mais il y a aussi une manière plus simple : s'affilier à Bebat.

Vous voulez d'abord vérifier si votre entreprise est soumise à cette législation ?

Faites le test sur [letest.bebat.be](https://letest.bebat.be)



 **bebat**

Recycler ensemble,  
c'est mieux pour nous tous

# 100 jeudis, 100 Good Morning 500 : le petit-déj des entrepreneur·es qui grandit

Depuis la rentrée 2025, le *Good Morning 500*, le petit-déjeuner hebdomadaire de Beci, change de formule : chaque jeudi s'articule autour d'une thématique. En octobre, on célèbre le 100<sup>e</sup> matin réseautage. Entretien avec Jean-Marie Defaut.



Jean-Marie Defaut, Event logistic manager chez Beci

Il est à peine huit heures et déjà les voix s'élèvent, les tasses s'entrechoquent. Dans le hall de l'Avenue Louise 500, l'odeur du café rivalise avec celle des croissants. Mais l'essentiel est ailleurs : dans ces poignées de main qui ouvrent une discussion, dans ces regards qui annoncent un projet. Le Good Morning 500, né comme un simple petit-déjeuner, est devenu au fil du temps un rituel pour celles et ceux qui entreprennent à Bruxelles. En octobre, il soufflera sa centième bougie. L'occasion de demander à Jean-Marie Defaut, son organisateur, ce qui fait la force de ce rendez-vous matinal.

**Le Good Morning 500, on l'appelle souvent « le petit-déjeuner des entrepreneur·es ». Pour toi, qu'est-ce que c'est vraiment ?**

Avant tout, c'est un moment de rencontre et de networking. Être entrepreneur·e ne commence pas seulement quand on possède une société : ça démarrera dès l'émergence d'une idée, ou dès



qu'on se décide à entreprendre. Beaucoup hésitent à se reconnaître dans ce terme parce qu'ils-elles ne « ressentent pas encore la fibre ». J'ai voulu casser cela avec le Good Morning 500, grâce à la latitude de mon travail chez Beci : réunir tous-tes celles et ceux qui entreprennent, petit-es ou grand-es, membres ou non, des indépendant-es flexibles, des PME, des start-ups, des entreprises plus établies. Au GM500, on partage des expériences, des questionnements, des conseils, loin de l'isolement que peut parfois ressentir un-e entrepreneur-e.

**On est maintenant dans ta deuxième "saison" à ce poste d'organisateur. Qu'est-ce qui change concrètement cette année ?**

L'événement reste hebdomadaire, mais nous avons apporté une nouveauté : chaque jeudi a désormais sa thématique, qu'il s'agisse de finances, de mobilité, d'entrepreneuriat féminin, pour ne citer que quelques exemples, tout en gardant l'esprit du GM500. L'idée n'est pas de filtrer le public selon ses centres d'intérêt, mais cela donne un fil rouge, tout en laissant la porte ouverte à tout le monde.

**Qu'est-ce que ces thématiques changent pour les participant·es ?**

Elles apportent de la matière aux échanges. Le réseautage reste au cœur du GM500, c'est 85 à 90 % du temps, mais les thématiques permettent de lancer des discussions qui parlent à tout le monde. Prenons celle de « la solitude de l'entrepreneur·e » : c'est une réalité, qu'on soit à la tête d'une multinationale ou qu'on démarre son activité. Même chose pour le rapport à la finance ou la mobilité, ce sont des sujets qui concernent tout le monde, peu importe la taille de la structure. Ces moments ouvrent un espace pour en parler, partager des expériences, se donner des conseils. Souvent, on se rend compte qu'on a plus de points communs qu'on ne l'imagine.

**Tu insistes aussi beaucoup sur la diversité des profils. Pourquoi ?**

Parce que c'est ce qui rend les rencontres riches. Voir un patron d'une grande structure discuter avec quelqu'un qui vient de lancer sa start-up, c'est ça le GM500. On casse les barrières, on sort des silos. Peu importe la taille de la structure, chacun·e a quelque chose à apporter.

**Peut-on proposer une thématique pour un futur GM500 ?**

Absolument. Si quelqu'un a une idée, il ou elle peut me contacter, par mail ou téléphone. On prend rendez-vous, on échange, et on voit comment calibrer la proposition. La base, c'est de rendre le GM500 collectif, participatif. On ne choisit pas au hasard : l'idée est d'équilibrer entre ce qui touche beaucoup de monde et ce qui permet de creuser



certaines sujets. Les thématiques sont déjà quasiment bouclées jusqu'à Noël, mais il y a toujours de la place pour de nouvelles idées.

**La centième édition, ça se fête ?**

Oui, c'est symbolique ! Cent éditions, ça veut dire que le format tient la route, qu'il répond à une attente. Beaucoup de sessions affichent complet sans qu'on ait besoin de faire beaucoup de communication. Les participant·es savent qu'ils-elles trouveront ici quelque chose qui leur parle, et c'est ce qui les fait revenir. Pour moi, c'est une fierté, mais surtout une motivation pour continuer à faire évoluer le GM500, sans perdre son esprit : le plaisir de se retrouver autour d'un café et d'un croissant pour partager bien plus qu'un petit-déjeuner.

■ Era Balaj  
eba@beci.be

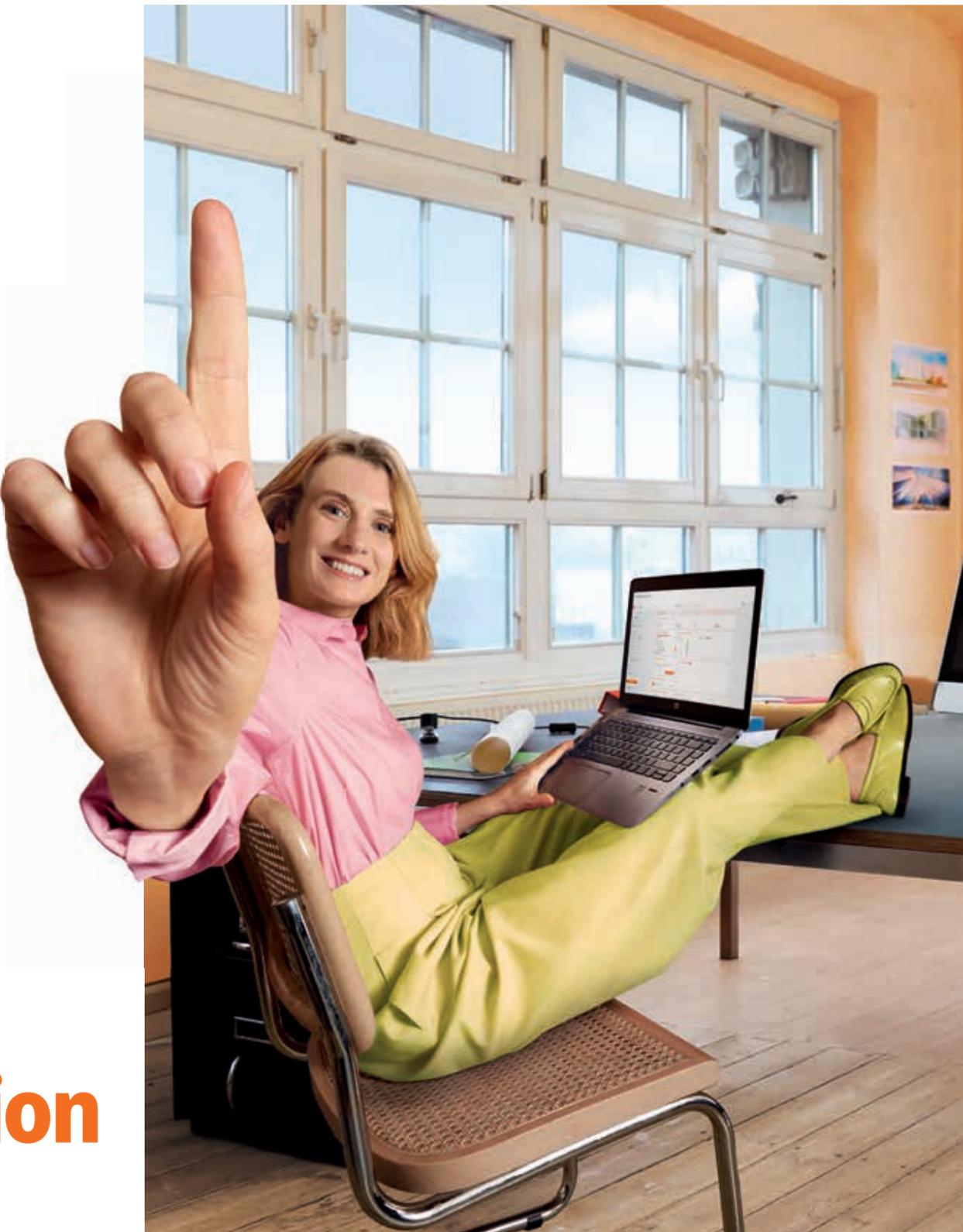


La communauté de Beci vous attend au prochain Good Morning 500 ! Les places partent comme des petits « croissants », alors prenez vite la vôtre !



## The art of networking: Beci's tip

The hardest part of networking is often taking the first step. To build a real connection, listen more than you talk. Approach someone, smile, and start with a small detail: a compliment, a question about their project, or a comment on the event. Pay attention, remember a key point, and keep the conversation flowing. These gestures can turn a meeting into a genuine exchange that goes beyond mere politeness. Above all, networking is about cultivating the art of connecting with others.



# E-facturation simplifiée. Gestion bancaire plus efficace.

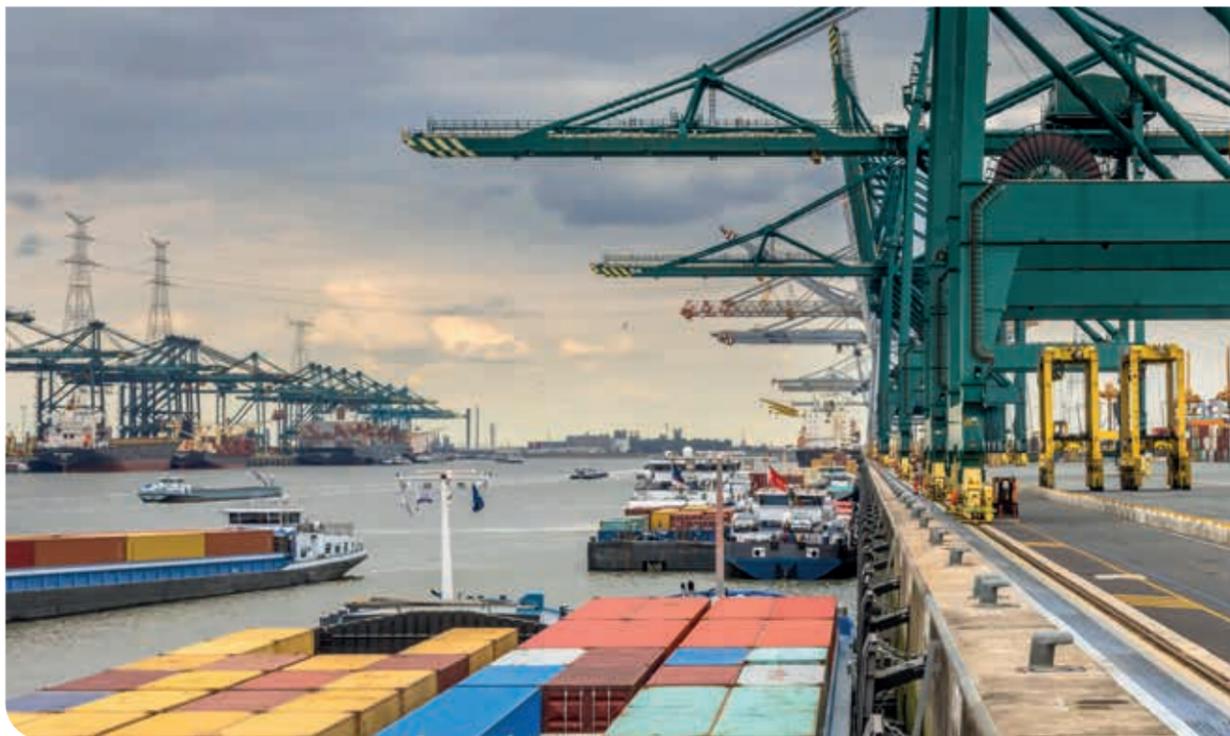
**Un seul endroit** pour toutes vos opérations financières.  
Envoyez et recevez vos factures électroniques via le réseau Peppol grâce à votre outil de facturation électronique gratuit, intégré dans votre environnement bancaire\*.

Ouvrez votre compte gratuit



\*Info et conditions sur [ing.be](http://ing.be)  
ING Belgique S.A. • Banque/Prêteur • Avenue Marnix 24, B-1000 Bruxelles • RPM Bruxelles • TVA : BE 0403.200.393 • BIC : BBRUBEBB • IBAN : BE45 3109 1560 2789 • [www.ing.be](http://www.ing.be) • Contactez-nous via [ing.be/contact](http://ing.be/contact) • Courtier en assurances, inscrit à la FSMA sous le numéro 0403.200.393 • Éditeur responsable : Saskia Bouters • Avenue Marnix 24, B-1000 Bruxelles • 731605F • 09/2025

# One market, many traders: EU rules on imports and exports



The free movement of goods between member states was one of the core objectives of the European Economic Community (EEC) from its founding in 1957, and this naturally remained a key value with the establishment of the European Union in 1993 – a union intended, amongst other things, to ensure that businesses in all member countries have the same access to opportunities for trade.

In this article, we take a look at the principles and rules that govern trade between EU members, and where you can go to learn more.

## What is free movement of goods?

Free movement typically means that you don't have to submit a customs declaration when trading with a customer in another member state, and that no customs duty needs to be paid. But this doesn't mean there are no rules governing such transactions.

For example, individual countries are entitled to prevent the trade of goods that have impacts on health or safety, or the environment. This can include products such as medicines, alcohol, tobacco and narcotics.

Some goods also need to display a particular mark (such as the CE mark), while others are subject to export restrictions.

And if you export or import more than a certain value of goods per year, you have to submit a report on your trade flows.

## CE-marked products

The CE mark indicates that a product fulfils current EU regulations with regard to health, safety and the environment. It is *mandatory* to apply the mark to certain categories of goods, such as electronics and toys, which will be sold within the EU, regardless of where they are manufactured, but also *forbidden* to apply it to goods that don't fall within these categories.

The manufacturer is responsible for checking whether their product must be CE marked, and what requirements it must meet.

## Export restrictions

Although there's no need to pay customs duties or submit a declaration when exporting a product to another member state, export restrictions still apply in some cases, and you may need an export licence or other permit. This generally affects dangerous items such as radioactive waste, used refrigerants (including refrigerators, freezers and air conditioning systems), hunting weapons and ammunition, but also endangered plants or animals, and cultural objects.

## Reporting goods movements

Even for non-dangerous items, if your exports and/or imports within the EU exceed a certain value, you must submit a report on your intra-EU trade flows. The value thresholds are set every year by each EU country separately, and may differ for imports and exports.

## Which countries?

In fact, it isn't only EU member states that are covered by EU trade regulations. Some non-EU states, such as Norway, Iceland, Lichtenstein and Switzerland, participate in the single market via a number of other agreements, and Georgia, Moldova, Turkey and Ukraine also have limited access to the free movement of some goods.

Perhaps surprisingly, there are also some *parts* of EU countries that don't fall within the EU's fiscal territory. Of course since Brexit, the mainland UK is no longer part of the EU, but Northern Ireland has a special status that means EU rules apply for much of its trade with the Republic of Ireland and beyond to the rest of the EU. Other territories where the trade rules are different include the Canary Islands and the French overseas regions, but also Åland (a partially autonomous archipelago in Finland) and Germany's Heligoland archipelago. Specific rules apply to these territories, and it's advisable to get specialist advice before embarking upon trade with any of these areas.

## But what about services?

In these days of digitisation, many EU businesses sell services rather than goods, and they too are governed by regulations that establish a level playing field for companies across the union.

Generally speaking, if you're already providing a service in one EU country, you can offer that same service in other member states. However, some sectors, such as financial, legal or medical services, may be subject to different regulations in other countries.

## VAT

When trading inside the EU, there are a number of different VAT obligations that you must observe. These vary depending on who you're selling to, where they are based, where you are sourcing your products and whether you're trading in goods or services.

For example, when selling a product to another EU-based business that's registered for VAT, you don't charge VAT on the sale. Meanwhile, if you were to sell the same product to an end client – in other words, to an individual not registered for VAT, you might need to charge them VAT at the rate applicable in their own country. And even in the former case, the buyer would have to declare both input and output VAT at the rate in their country.

This is what's known as the reverse charge mechanism, which means that, instead of having to register for VAT in every country you trade with, you need only register in your home country.

## Venturing beyond EU borders

With 195 countries in the world and only 27 in the EU, it's pretty obvious that there's a vast market outside the borders of the union. But equally, the rules governing imports and exports can vary significantly.

To find out more about the rules affecting third country trade, visit the EU's Access2Markets site here: <https://trade.ec.europa.eu/access-to-markets/en/home>

## Where to find information

You can find lots more advice and information through the EU's various sites, or the tax, business and customs organisation in your country. For example, the European Commission has a very useful site about doing business in the EU: [https://commission.europa.eu/business-economy-euro/doing-business-eu\\_en](https://commission.europa.eu/business-economy-euro/doing-business-eu_en)

And don't forget that you can also tender for public procurements in other EU countries, for example through Tenders Electronic Daily (TED) (<https://ted.europa.eu/en>) – and also apply for funding through a range of EU programmes (<https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/programmes>)

■ Jane Davis



# Entre goût belge et taxes américaines : l'équation impossible ?

**Avec la hausse des droits de douane décidée sous Donald Trump, les entreprises belges qui regardent vers les États-Unis doivent composer avec une équation plus coûteuse. Certaines choisissent de s'adapter sans renoncer à leur identité.**

© Igor Omilae



Depuis plusieurs années, exporter vers les États-Unis faisait figure d'horizon naturel pour l'agroalimentaire belge, mais la donne a changé. Depuis que Washington a relevé ses tarifs douaniers, la traversée de l'Atlantique s'est complexifiée. Entre dollar chancelant, marges sous tension et concurrence locale, les entreprises exportatrices doivent redoubler de souplesse pour continuer de séduire le-la consommateur-riche américain-ne. Geneviève Roberti Lintermans, International Business Development chez Didden, analyse les conséquences et les choix stratégiques que cela implique.

## Quand chaque euro ajoute du sel à la facture

Avant ces mesures, les produits européens étaient taxés entre 3 et 6 %. Aujourd'hui, la barre est fixée à 15 %. À cette charge s'ajoute la dévaluation du dollar, qui amplifie encore l'écart. Résultat : un produit qui valait autrefois 1,03 dollar à l'arrivée sur le sol américain en vaut désormais 1,17. « L'augmentation nette, une fois cumulés les droits de douane et change, est d'environ 24 % », explique Geneviève Roberti Lintermans.

Et ce n'est que le début de la chaîne. Transport, stockage, promotion, marges successives des distributeurs : autant de couches qui s'ajoutent avant d'atteindre le consommateur ou la consommatrice. Selon elle, l'impact final se situe autour de 15 %, mais il varie au gré du dollar. Une incertitude permanente qui complique la stratégie des exportateurs.

## Produits standard ou de niche : qui séduit à table ?

Toutes les entreprises ne sont pas touchées de la même manière. Les producteur-rices de biens standardisés – sauces de base, biscuits ou mayonnaise « premier prix » – se retrouvent en confrontation directe avec leurs homologues américains. Produits locaux, matières locales, pas de taxes : le différentiel de prix devient difficile à absorber. « Dans ce cas, soit les exportateurs rognent sur leurs marges, soit

ils envisagent une production locale », constate l'experte.

À l'inverse, les produits de niche résistent mieux. Chocolats, gaufres, bières d'abbaye ou spécialités fines continuent de séduire une clientèle américaine aisée et curieuse, qui recherche l'authenticité du « Made in Belgium ». « Dans les magasins spécialisés, les consommateur-rices acceptent de payer plus cher pour un produit qui raconte une histoire », poursuit-elle. Dans ces rayons, la hausse est plus souvent attribuée à la politique américaine qu'au producteur-riche européen-ne.

## L'exemple de Didden : la recette « Made in Belgium »

Entreprise familiale centenaire, Didden illustre bien la capacité d'une société belge à répondre aux attentes américaines, notamment avec ses sauces et confits, déjà adaptés pour d'autres marchés internationaux. Formats plus grands, recettes ajustées pour respecter les règles sanitaires locales, emballages aux couleurs « noir-jaune-rouge » mettant en avant le drapeau belge : l'offre est calibrée sans jamais perdre son authenticité.

« Nous préférons investir dans la recherche et le développement de produits qui correspondent aux consommateur-rices, plutôt que de rogner sur la valeur de ce que nous faisons », insiste Geneviève Roberti Lintermans. Pour Didden, comme beaucoup d'autres, la fidélité à la qualité et à son identité belge prime sur une simple logique de prix. Un choix qui leur permet de rester compétitifs dans un marché exigeant, tout en affirmant leur différence. Les taxes ne font qu'ajouter un filtre supplémentaire à la réflexion stratégique.

## Un marché américain toujours appétissant

Si les droits de douane freinent certain-es, les États-Unis continuent d'attirer. Marché immense, consommateur-rices sensibles à la gastronomie

européenne, logistique relativement simple par rapport à d'autres régions du monde : l'équation reste intéressante. Il est parfois plus facile d'exporter vers New York que « vers certaines destinations asiatiques où les barrières sanitaires sont encore plus complexes que les taxes », note l'experte en business international.

Ce paradoxe résume bien la situation des exportateurs belges : entre obstacles administratifs et opportunités commerciales, la balance reste fragile. La question n'est pas de savoir si le marché américain est intéressant, mais comment y entrer sans perdre son équilibre.

## Le Belgian Dream sous condition de taxe

Les entreprises belges qui visent l'export doivent accepter de jongler avec plusieurs paramètres en même temps : coûts, marges, géopolitiques, attentes locales et identité propre. Didden, comme d'autres maisons familiales, montre qu'il est possible de réfléchir à l'international sans céder aux sirènes du court terme. « La seule réponse, c'est l'adaptation permanente »

Dans cet environnement mouvant, les entreprises belges continuent de miser sur leur savoir-faire et leur identité pour garder leur place sur le marché américain. Une manière de prouver que, même face aux barrières, la belgitude garde un goût qui séduit au-delà des frontières.

■ Era Balaj  
eba@beci.be



Chez Beci, nous accompagnons les entreprises dans leur développement international. Nous les informons et les guidons sur toutes les règles à connaître lorsqu'il s'agit de franchir des frontières, notamment à travers nos ateliers et séminaires. Le 21 octobre, nos experts vous invitent à un webinaire consacré au droit européen de la concurrence. Inscriptions ici :



Vous souhaitez exporter vos produits en dehors de l'Union européenne ? Assurez-vous que vos documents soient en ordre ! Beci vous délivre le carnet ATA, votre passeport pour vos marchandises. Plus d'informations ici :



Rejoignez la communauté  
International de Beci



# NSI à Bruxelles : l'IT belge prend racine

De Liège à Bruxelles, du Luxembourg à Montréal, NSI a tracé sa route en misant sur la proximité et la croissance. Aujourd'hui, l'entreprise renforce son engagement dans la capitale en s'associant à Beci.



Olivier Clabots présente le partenariat entre NSI et Beci, lors du Beci Summer Summit, le 27 août 2025.

Lorsque Manuel Pallage, CEO de NSI, raconte l'histoire de son entreprise, il aime rappeler ses racines liégeoises. Tout a commencé il y a plus de trente ans avec l'installation d'une petite société de services informatiques. Elle n'a pas encore de grandes ambitions, mais déjà une conviction : le digital sera partout. Depuis, NSI a grandi, beaucoup grandi. L'entreprise spécialisée dans l'IT compte désormais près de 2.000 collaborateurs et collaboratrices et des bureaux à Bruxelles, au Luxembourg, en France et même au Canada. Une expansion continue qui n'a pas fait oublier ses attaches belges, ni son envie de contribuer à l'écosystème local. Depuis peu, elle compte parmi les partenaires structurels de Beci.

## De Liège à l'international

« En 2010, nous étions autour de 200 personnes. Aujourd'hui, nous sommes près de 2.000 sur quatre pays », résume Manuel Pallage, CEO de NSI. Cette progression, presque exponentielle, s'appuie avant tout sur une approche ciblée : être là où les client-es



Manuel Pallage – CEO de NSI

en ont besoin. Présente dans la capitale depuis longtemps, NSI y a renforcé ses équipes et ses projets. « C'est une belle aventure. Elle montre que même en Belgique francophone, on peut bâtir des champions de l'IT », ajoute-t-il.

Les marchés francophones constituent un terrain naturel pour NSI, qui y déploie ses expertises en intégration de systèmes et en accompagnement digital. Avec 1.100 collaboratrices et collaborateurs en Belgique, 600 au Luxembourg et près de 200 en France, l'entreprise figure parmi les acteurs IT les plus solides du paysage européen francophone.

## L'informatique, outil du quotidien

À quoi ressemble le travail de NSI au jour le jour ? La société IT se définit avant tout comme un intégrateur polyvalent. « Nous proposons du développement applicatif, des intégrations de solutions clé en main comme Microsoft Dynamics, mais aussi de la mise à disposition de ressources IT et du support d'infrastructure », détaille Olivier Clabots, Country Manager Belgique. L'entreprise a notamment investi dans la solution belge Odoo, mobilisant plus d'une trentaine de spécialistes en interne pour répondre à une demande croissante.



## On a un rôle à jouer dans l'écosystème de PME bruxelloise, donc la collaboration avec Beci fait sens

Olivier Clabots - Country Manager Belgique

Cette polyvalence permet à NSI d'accompagner aussi bien des PME que des institutions publiques. L'entreprise est présente auprès de la Ville de Bruxelles, de communes et de grandes administrations. « Notre objectif est de fluidifier les processus, de simplifier la vie des organisations et de renforcer leur efficacité », poursuit Olivier Clabots. Qu'il s'agisse de déployer un ERP, un CRM ou des solutions cloud à la gestion RH, NSI contribue directement à la compétitivité de ses client-es, en leur offrant des outils pour mieux gérer leurs activités et se projeter à l'international.

## Beci et NSI, le partenariat au service de Bruxelles

Cet ancrage dans le tissu économique bruxellois rendait la rencontre avec Beci presque naturelle. Pour Manuel Pallage, la démarche s'imposait : « Nous sommes fortement implantés auprès des PME, tant en Wallonie qu'à Bruxelles. Rejoindre Beci, c'était logique, au même titre que notre participation à d'autres initiatives régionales. » Au-delà des grands mots, le nouveau partenaire insiste : le numérique est devenu indispensable pour rester compétitif. « Même en période de crise, les entreprises investissent dans

des ERP ou des CRM parce qu'elles savent que cela leur permettra de mieux gérer leurs ressources et de s'ouvrir à de nouveaux marchés », observe le CEO.



## L'IT doit être reconnu comme un moteur économique à part entière

Manuel Pallage - CEO

Cette conviction rejoint l'action de Beci : accompagner les entreprises bruxelloises dans leurs transformations pour qu'elles puissent saisir les opportunités d'un marché en mutation. « Nous pensons qu'aguerrir les PME de tout horizon à l'IT est presque un devoir. Dans une région où l'on parle beaucoup de biotech, de logistique ou d'autres filières de reconversion, l'IT doit être reconnu comme un moteur économique à part entière », affirme NSI.

En rejoignant la communauté Beci, NSI confirme qu'elle veut participer activement au développement de l'écosystème local. Aujourd'hui, l'entreprise se positionne comme un partenaire, engagé à la fois dans l'économie et dans la société.

■ Era Balaj  
eba@beci.be



Beci porte et défend les intérêts des entreprises bruxelloises. Pour cette raison, nous mettons régulièrement nos membres et partenaires en avant sur nos réseaux sociaux ! Suivez-nous sur LinkedIn !



Votre voix compte chez Beci ! Rejoignez-notre communauté et faites la entendre auprès d'autres entrepreneur-es !



# L'IA devra-t-elle nous sauver.. de nous-même ?



© Frédéric Raevens

Par Giles Daoust,  
Entrepreneur et écrivain

## » L'IA sera-t-elle un jour utilisée pour contrôler notre santé et nos émissions carbone ?

Vous avez peut-être remarqué la présence, dans différentes **applications santé**, de **recommandations relatives à votre bien-être** : nombre de pas par jour, conseils nutritionnels, techniques de méditation, etc. Ceci existe depuis longtemps, mais ce qui a évolué, c'est le côté personnalisé de ces recommandations. Les smartphones et autres montres connectées collectent beaucoup de données à propos de leurs utilisateurs, et à terme, **les IA seront de plus en plus en mesure de les « comprendre et interpréter »** de manière relativement autonome (dans un cadre fixé par leurs concepteurs) par rapport à votre propre situation de santé (et à son évolution au fil du temps).

On peut donc raisonnablement imaginer **un futur où l'IA de votre smartphone passera son temps à vous faire des recommandations de santé** relatives à votre alimentation, à la quantité d'exercices ou de sport que vous devriez faire, aux comportements nuisibles à votre santé (tabac, alcool, drogues), etc. En allant un cran plus loin, vu les progrès significatifs réalisés par les neurosciences ces dernières années, votre IA pourrait un jour vous donner des **conseils psychologiques personnalisés**. Un véritable psychothérapeute de poche, en quelque sorte.

Vous allez peut-être me dire : « génial ! si tout cela me permet d'améliorer ma santé ou mon bien-être, je suis prêt à jouer le jeu ! » Oui mais... **jusqu'où poussera-t-on le « jeu » ?**

Déjà en 2006, dans son livre **Une brève histoire de l'avenir**, Jacques Attali prédisait qu'un jour, les compagnies d'assurances, grâce aux données dont elles disposeraient à propos de nous, seraient en mesure de nous dire quels comportements nous devons adopter ; et si nous ne nous plions pas à leurs recommandations, nous serions alors pénalisés par une augmentation de notre prime d'assurance.

Ce raisonnement pourrait parfaitement être étendu aux États. En effet, dans un contexte d'**État Providence en déroute budgétaire**, le déficit des soins de santé pourrait notamment être combattu en luttant contre les comportements nocifs *avant* qu'ils ne provoquent des maladies coûteuses pour la Société. L'État pourrait donc un jour pousser la prévention santé plus loin, et **utiliser l'IA pour mieux contrôler nos comportements**, avec des sanctions (fiscales par exemple) à la clef.

Et c'est là que cela devient vertigineux. Car on peut embrayer sur un autre exemple particulièrement d'actualité : la **crise environnementale**. Comme **la modération n'est pas vraiment le premier réflexe de l'être humain**, une solution pourrait être de mettre en place des systèmes qui nous *empêchent* de consommer et polluer autant que nous le faisons aujourd'hui. Une sorte de **certification carbone personnalisée**. Un peu comme le système de « **crédit social** » expérimenté... en **Chine**... qui évalue en permanence la « fiabilité » des citoyens et des entreprises, avec des récompenses et sanctions à la clef. La seule manière de faire cela en pratique, c'est d'utiliser l'IA comme évoqué plus haut pour la santé.

## » Quid alors de la notion de liberté individuelle ?

**Dans ce futur hypothétique, nous serions surveillés et dirigés en permanence par l'IA**, pour notre santé, notre rapport à l'environnement... et potentiellement plein d'autres choses encore. Mais **quid alors de la notion de liberté individuelle**, si chère à notre Société occidentale ? Eh bien, il faut se rappeler la liberté est quelque chose de très relatif, et dont la définition peut évoluer très vite, comme on l'a vu pendant la **période COVID**. « C'est pour votre bien », « C'est pour sauver la planète », « On n'a pas le choix »... on trouvera les mots adéquats.

George Orwell n'était pas assez ambitieux dans 1984 en disant « **Big Brother is watching you** ». Big Brother pourrait bien non seulement nous surveiller en permanence, mais aussi nous dire ce que nous devons, pouvons ou ne pouvons pas faire. Chaque jour. Chaque heure. Chaque minute. Dans tous les domaines, ou presque.

**Cette petite pirouette de futurisme vous fait froid dans le dos ?** Alors posez-vous la question suivante : que pouvons-nous faire dès aujourd'hui, individuellement et collectivement, pour éviter que ceci ne se produise ? Pour citer Nietzsche, **sommes-nous « humains, trop humains »**, ou bien sommes-nous capables de nous améliorer et d'*évoluer* jusqu'à un équilibre (personnel et sociétal), pour éviter la banqueroute des États et la destruction de la planète sans devoir un jour nous soumettre à l'IA ? L'avenir nous le dira !

## À venir

## À venir

### Accord fiscal de l'été : Beci & BDO décryptent !

Cet été, le gouvernement fédéral a adopté une première série de mesures fiscales. Le **17 octobre**, Beci et son partenaire BDO vous proposent de faire le point sur ce qui change pour les entreprises, à l'Avenue Louise 500, de 14h à 16h. Amaury Della Faille et Audrey Lecroart, Tax partner et Tax Manager chez BDO, reviendront sur le « **VVPRbis** », la réserve de liquidation ou la déduction « **RDT** », avant de jeter un œil aux projets fiscaux à venir. La rencontre



se terminera par un temps d'échanges ouvert à vos questions, pour repartir avec une vision claire et directement applicable. Réservez votre place dès maintenant :



### Redynamisez vos ventes !

Vous sentez que vos ventes ont besoin d'un coup de pouce ? Le **17 octobre**, de 9h à 17h, Beci vous invite à un atelier pour redynamiser votre activité commerciale. Notre expert Philippe Szombat, CEO de BrightBiz, partagera des méthodes et astuces pour attirer de nouveaux et de nouvelles client-es, fidéliser celles et ceux déjà présent-es, et stimuler vos performances. L'occasion d'apprendre des techniques concrètes et directement applicables, tout en échangeant avec des professionnels du terrain. La session comprend un temps d'échanges pour poser vos questions et repartir avec des idées directement exploitables. Où ? Avenue Louise 500. Inscrivez-vous dès maintenant :



### Zomerse fiscale maatregelen: BECI & BDO ontcijferen!

Deze zomer heeft de overheid een eerste reeks fiscale maatregelen goedgekeurd. Op **6 oktober** nodigen BECI en partner BDO u uit om samen te bekijken wat er verandert voor bedrijven, van 14u tot 16u op de Louizalaan 500. Michaël Vangenechten en Niels Smeulders, respectievelijk Tax Partner en Tax Manager bij BDO, gaan dieper in op de « **VVPRbis** », de liquidatiereserve en de « **DBI** »-aftrek, en werpen ook een blik op de nog lopende fiscale projecten. Het event wordt afgesloten met een uitwisseling waarbij u uw vragen rechtstreeks aan de experts kunt stellen, zodat u met een duidelijk overzicht en praktische inzichten naar huis gaat. Schrijf u nu in:



### ESG Boost : la première cohorte est lancée !

Le 14 octobre, Beci donne le coup d'envoi de la première cohorte ESG Boost. Destiné aux PME bruxelloises, ce programme les accompagne dans la structuration de leur démarche environnementale, sociale et de gouvernance. Au cours des prochains mois, les entreprises participantes apprendront à mesurer leur impact, à élaborer une stratégie adaptée et à mobiliser leurs équipes autour de ces enjeux. Ateliers, coaching et échanges entre pairs jalonnent ce parcours collectif, mené avec notre partenaire Pulsitive Impact et en collaboration avec Ignéos, D-Carbonize, SensUp, Elpix, Partena Professional et 21 Solutions. Vous n'avez pas pu rejoindre cette première cohorte ? Beci propose régulièrement des événements consacrés à l'ESG. Consultez notre agenda !



# Cet automne, laissez-nous illuminer vos soirées !

Venez assister à des concerts et spectacles à Forest National avec vos relations professionnelles et vos collègues. La be•at VIP Experience transforme chaque soirée en un moment unique. Recevez vos invités avec style, créez des souvenirs inoubliables et renforcez vos relations d'affaires au sein de la salle la plus emblématique du pays.



**GIMS**

04.11.2025



**HAUSER**

07.11.2025



**Julien Doré**

08.11.2025



**M. Pokora**

13.11.2025



**The Hives**

19.11.2025

## Le génie app-solu

Tout ce qu'il faut savoir sur Forest National se trouve dans l'app be•at.



Téléchargez-la maintenant



Découvrez notre programmation, et peut-être votre artiste ou groupe préféré sur notre site web

**forestnational.be/vip**